



# Conseil économique et social

Distr. générale  
10 janvier 2008  
Français  
Original : anglais

## Commission du développement durable

### Seizième session amendement

5-16 mai 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### Module thématique du cycle d'application

2008-2009 (session directive)

## Documents de synthèse présentés par les grands groupes

### Note du Secrétariat

### Additif

### Contribution des jeunes\*\*

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–7	3
II. Afrique . . . . .	8–15	4
III. Agriculture et régimes fonciers . . . . .	16–19	7
IV. Sécheresse et désertification . . . . .	20–25	11
V. Développement rural . . . . .	26–35	13
VI. Conclusion . . . . .	36–37	15

\* E/CN.17/2008/1.

\*\* Les vues et opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.



Le présent document a été établi par des jeunes et des organisations de jeunes du monde entier, qui ont participé bénévolement aux travaux du Groupe de travail spécial du Groupe de la jeunesse afin de présenter une position bien rédigée et amplement documentée à la Commission du développement durable. Le Groupe de travail tient à remercier les membres du comité de rédaction pour l'enthousiasme et le dévouement dont ils ont fait preuve au cours de ce travail.

## I. Introduction

1. Grâce à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de Rio), il est aujourd'hui beaucoup plus communément admis que les jeunes font partie de l'équation mondiale du développement durable. En 1992, les jeunes représentaient environ 30 % de la population mondiale, contre 50 % aujourd'hui. Depuis l'adoption d'Action 21 en 1992, le temps a passé et de nombreuses résolutions ont été adoptées, mais les jeunes continuent d'espérer l'avènement d'un réel changement, qui leur permettrait de participer aux décisions concernant leur vie et celle de leur communauté.

2. Aujourd'hui, les jeunes ont hérité d'un monde qu'ils n'ont pas contribué à modeler :

a) Plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour, dont 238 millions de jeunes;

b) Chaque jour quelque 8 000 personnes meurent du sida;

c) Plus de 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre.

3. Le domaine de l'environnement ne fait pas exception à cette situation; les jeunes n'y ont pas leur mot à dire et ne peuvent pas s'exprimer en leur nom et au nom des générations à venir.

4. Dans le monde entier, les jeunes sont là, en permanence, pour réagir aux problèmes de développement auxquels leur communauté fait face. Ils ne sont pas entendus et, pourtant, leur message ne varie pas : les jeunes veulent participer et il faudra que les décideurs du développement, à l'échelle nationale et mondiale, donnent suite à ce qui est une nécessité, qu'il s'agisse du champ social, environnemental ou politique.

5. Les justifications avancées pour expliquer pourquoi on ne tient pas compte des jeunes dans l'action menée en faveur d'un monde juste et durable paraissent clairement infondées lorsqu'on sait que les programmes gérés par les jeunes ont une plus grande durabilité parce qu'ils incluent la génération suivante; du reste, une inclusion et une participation accrues susciteraient l'intérêt et l'appropriation, qui empêchent le désengagement et assurent un avenir plus sûr et plus équitable pour tous.

6. La seizième session de la Commission du développement durable est une nouvelle occasion à saisir. Dans notre lutte mondiale contre la pauvreté, les changements climatiques et les pandémies mortelles, n'oublions pas le rôle qui revient aux jeunes pour bâtir l'avenir de tous, rôle qu'ils assument déjà.

7. Nous, les jeunes, nous n'avons pas seulement reçu en héritage un réchauffement planétaire auquel nous n'avons pas contribué, mais aussi la sagesse de sociétés qui ont vécu de façon harmonieuse. Dans la perspective de la seizième session, qui sera une session d'examen, nous exprimons nos inquiétudes en souhaitant être entendus mais nous sommes aussi disposés à être à l'écoute des autres.

## II. Afrique

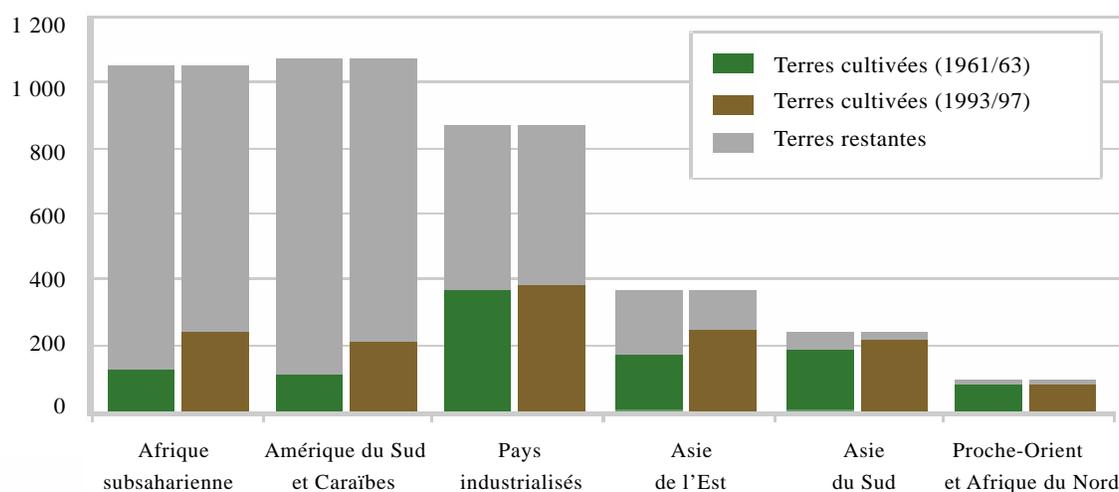
### A. Agriculture

8. En 2003, selon les estimations de la FAO, plus de 70 % de la population de l'Afrique subsaharienne vivait dans des zones rurales et tirait largement sa subsistance de l'agriculture. Dans les pays de cette région, le secteur agricole emploie 65 % de la main-d'œuvre, dont un pourcentage élevé de femmes, d'enfants et de jeunes. En 2005, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes estimait que dans cette région, le secteur agricole employait 58,8 % de l'ensemble de la main-d'œuvre des zones rurales. Pourtant, seulement 4 % de l'aide publique au développement est attribuée à ce secteur, qui est la source d'emplois la plus importante de la plupart des pays de la région. En Afrique subsaharienne, les jeunes constituent en moyenne un tiers de la population active. L'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre dépend dans une large mesure de l'efficacité de l'intégration des jeunes dans l'agriculture et les autres activités en milieu rural.

9. Il est donc urgent que l'Afrique développe son secteur agricole. Le tableau ci-dessous indique que l'Afrique et l'Amérique latine sont les seuls continents qui possèdent encore de grandes étendues de terres non exploitées. On peut aussi augmenter les rendements agricoles sans augmenter la superficie des terres cultivées. L'utilisation des engrais est extrêmement faible en Afrique, comparée aux pratiques sur d'autres continents. Les abondantes ressources en eau sont un autre atout insuffisamment exploité en Afrique. L'irrigation est utilisée dans moins de 5 % de l'agriculture de l'Afrique subsaharienne. Pourtant, l'irrigation et l'amendement plus systématique peuvent améliorer grandement la production céréalière et, ainsi non seulement renforcer la sécurité alimentaire mais aussi accroître le revenu des habitants des zones rurales.

Figure 3  
**Terres potentiellement cultivables**

(En millions d'hectares de terres)



Source : FAO, *BBC News*.

10. Les changements climatiques menacent le secteur agricole et les autres secteurs dépendant de l'écosystème. La plupart des modèles relatifs à ces changements prévoient une hausse des températures, une baisse des eaux pluviales et une hausse de la variabilité des pluies (qui seront plus variables et plus extrêmes, comme dans le cas des récentes inondations qui ont ravagé les récoltes dans plusieurs pays d'Afrique). Les changements climatiques ont des incidences sur la productivité agricole, l'accès à l'eau et sa disponibilité, la propagation des maladies, l'exode rural, ce dernier phénomène étant dû aux faillites des exploitations agricoles. Les effets attendus des changements climatiques planétaires au niveau régional, auxquels viennent s'ajouter une série de problèmes décrits ci-dessous, accroissent la vulnérabilité des collectivités agricoles et de leur secteur d'activité.

11. Comme on peut le voir, l'agriculture a un rôle essentiel à jouer dans de nombreuses régions du monde mais connaît de nombreux problèmes, en particulier dans les pays en développement, faute de planification et de politiques publiques, tels que ceux indiqués ci-après :

a) L'injustice et l'inégalité, qui aggravent la pauvreté généralisée et la famine;

b) La dévaluation de l'activité agricole provoquée par l'industrialisation et l'expansion rapide de la population urbaine;

c) Le désintérêt à l'égard de l'agriculture et des collectivités rurales provoqué par l'industrialisation, qui s'est traduit par la faiblesse des dépenses publiques consacrées à l'agriculture, qui n'atteignent parfois que 4 % de l'ensemble des dépenses publiques;

d) La production d'éthanol, de biocarburants et de produits destinés à l'exportation, qui menace la sécurité alimentaire de certains pays où les échanges commerciaux sont privilégiés par rapport aux besoins alimentaires du pays;

e) La destruction des forêts, la monoculture, la perte de biodiversité, la détérioration des sols, l'épuisement des ressources en eau, l'utilisation excessive des produits agrochimiques qui conduisent à une utilisation écologiquement non viable des ressources naturelles;

f) Les bas salaires et l'absence de prestations, de formation, d'assistance et d'éducation en matière de technologies pour les travailleurs ruraux;

g) Les dommages causés aux ressources naturelles, le manque d'information, les défaillances de l'enseignement et des infrastructures qui sont souvent à l'origine de l'insécurité alimentaire, des décès prématurés et des migrations massives vers les zones urbaines, de la population à la recherche d'une vie meilleure.

## **B. VIH/sida**

12. Le VIH/sida est aujourd'hui devenu un fléau mondial, mais c'est en Afrique qu'il frappe le plus. La pandémie réduit la productivité, affaiblit la capacité de la population de réagir aux chocs infligés par la nature et de s'en relever et, enfin, en tuant littéralement le groupe démographique le plus productif de la population, « sème les graines des famines futures », comme l'a dit James Morris, ancien Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial. Le VIH/sida pèse lourd sur

le capital humain, particulièrement chez les jeunes en Afrique subsaharienne. La moitié des nouvelles infections touche la tranche d'âge de 15 à 24 ans. Près de 2,5 millions de jeunes étaient infectés au VIH en 2001. En République-Unie de Tanzanie, l'épidémie de VIH/sida pousse de plus en plus d'enfants et de jeunes de 10 à 19 ans à travailler pour remplacer les nombreux adultes de la tranche d'âge de 20 à 35 ans malades ou décédés<sup>1</sup>. Disposer d'un revenu est extrêmement important pour les jeunes infectés par le VIH, qui ont des problèmes financiers, ou pour les jeunes qui deviennent le soutien de famille lorsque les parents sont atteints par le VIH/sida ou en sont morts. En 2005, l'ONU a estimé que seulement 10 % des personnes atteintes par le VIH/sida en Afrique avaient accès aux médicaments antirétroviraux. On estime également que l'Afrique subsaharienne perdra 26 % de sa main-d'œuvre agricole d'ici à 2020 à cause du VIH/sida. Également d'après les estimations établies par l'Organisation des Nations Unies, dans les pays lourdement touchés par la maladie, tels que le Botswana, la structure démographique sera notablement modifiée par le VIH/sida. Les tranches d'âge les plus productives seront décimées; les personnes très âgées et les très jeunes deviendront responsables de la croissance économique.

13. Difficultés actuelles liées à la lutte contre le VIH/sida :

a) Le manque d'éducation concernant le VIH/sida dans les populations africaines, en particulier chez les jeunes de moins de 30 ans, qui constituent 50 % des nouveaux cas d'infection;

b) Le caractère infamant de la maladie, qui provoque la crainte de s'informer et de se soigner;

c) La difficulté pour les personnes séropositives de se procurer des médicaments antirétroviraux gratuits ou à des prix abordables, due à divers facteurs tels que les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce de ces médicaments ou encore le fait qu'il n'y a guère de subventions publiques visant à mettre ces médicaments à la portée des personnes séropositives.

## C. Éducation

14. En 2001, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un peu moins de 60 % de la population africaine était alphabétisée. Or, l'éducation est un élément essentiel du développement. Elle permet à la population de tirer parti de la vulgarisation agricole, de lire des documents débouchant sur l'adoption de nouvelles techniques agricoles et d'apprendre comment se protéger du VIH/sida. Une mère éduquée est mieux à même de comprendre l'importance de l'alimentation pour son enfant. Éduquer les jeunes, c'est protéger leur avenir en leur donnant les moyens de se lancer dans une activité économique et de trouver un emploi bien rétribué, mais c'est aussi réduire la criminalité et d'autres comportements non productifs.

---

<sup>1</sup> Bureau international du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi* (Genève, 2003), ISBN : 92-2-215107-0.

## D. Principaux domaines d'action

15. Le développement économique durable en Afrique passe obligatoirement par :

a) Un plus grand investissement dans l'enseignement primaire et secondaire, en particulier pour les filles, afin que leur avenir soit protégé et qu'elles aient le bagage nécessaire pour qu'une fois arrivées à l'âge adulte, elles puissent apporter leur contribution économique;

b) Une approche globale de l'investissement agricole, liant les stratégies de développement à l'adaptation rendue nécessaire par les changements climatiques, et axée sur des aspects tels que l'application de nouvelles techniques agricoles adaptées à l'Afrique, le renforcement de l'irrigation et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, et l'adaptation des infrastructures et des intermédiaires commerciaux aux besoins des agriculteurs pauvres dans le contexte du changement climatique;

c) La lutte contre la pandémie du VIH/sida, par l'amélioration de l'accès aux services médicaux et la sensibilisation (notamment par la fourniture d'un appui à des modèles efficaces de programmes éducatifs sur le VIH mis au point par des pairs, des campagnes visant à combattre le caractère infamant associé au VIH/sida, des informations scientifiques reposant sur des données factuelles et des services complets et pertinents sur la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation);

d) Une meilleure gouvernance des États d'Afrique et une augmentation du niveau des investissements effectués par les pays développés aux fins du développement de l'Afrique et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

## III. Agriculture et régimes fonciers

16. Il convient de reconnaître que l'agriculture est un élément essentiel de l'élaboration des politiques et de la planification au niveau international en faveur de la sécurité alimentaire mondiale. La mondialisation et la modernisation ont provoqué un exode rural, créant des conditions de vie insupportables pour des millions de personnes concentrées dans des implantations sauvages. Parallèlement, le potentiel de développement économique de l'agriculture a très souvent été négligé. Étant donné les liens entre les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire, la pauvreté, la santé, la viabilité environnementale, la biodiversité et l'emploi, les politiques agricoles et les conditions de développement propres à ce secteur sont un élément fondamental de la planification stratégique du développement national.

17. Un des éléments essentiels de la stratégie de développement durable est la réforme des politiques agricoles : la production alimentaire et l'agriculture constituent la première source d'emplois au monde; près de 70 % des pauvres des pays en développement vivent en milieu rural et assurent leur survie par l'agriculture. Même si elle a été dévalorisée par l'industrie et par la croissance rapide de la population urbaine, l'agriculture représente encore la base fondamentale de la vie économique et locale de la plupart des habitants de la planète. Les principes éthiques de l'équité et de la justice ont un rôle sous-jacent important dans ce domaine; d'autre part, lorsqu'on met l'accent sur la production, on doit prendre

garde de ne pas laisser de côté l'accès à la nourriture, à l'information et aux moyens de production.

18. Malgré le rôle essentiel des zones agricoles et rurales, c'est souvent là que la pauvreté se concentre. Les dommages causés aux ressources naturelles ainsi que les déficiences en matière d'infrastructure et d'information provoquent souvent l'insécurité alimentaire, des décès prématurés et un exode rural, la population étant à la recherche d'une vie meilleure. Les agriculteurs doivent avoir leur juste place dans le processus de renforcement du développement et de la civilisation : la reconstruction des villes suivra la reconstruction des villages.

19. De nombreux problèmes sont dus au fait que le secteur agricole est laissé pour compte; souvent, les solutions partent du renforcement de cette activité humaine essentielle. De nouveaux problèmes apparaissent dans ce domaine :

a) L'injustice et l'inégalité dont les collectivités rurales sont les victimes aggravent la pauvreté généralisée et la famine;

b) Des pratiques agricoles non viables mises en place pour répondre aux exigences actuelles de l'économie conduisent à la détérioration des sols, à un affaiblissement de la productivité, à une baisse des sources d'approvisionnement en eau, à l'élimination de déchets organiques réutilisables, de la biodiversité et de la bioénergie, ainsi qu'à une aggravation des effets des changements climatiques. La viabilité des systèmes agricoles est essentielle au maintien de l'équilibre écologique et climatique de la planète;

c) Il faut adopter une vision plus globale de l'agriculture et y inclure l'aquaculture, la pêche, la gestion des ressources et le pastoralisme. La reconnaissance du fait que le pastoralisme est une forme d'agriculture viable et nécessaire peut éclairer l'élaboration des interventions et des politiques agricoles et en guider l'application;

d) Le financement des petites exploitations agricoles est un modèle de décentralisation qui s'impose si l'on veut renforcer l'accès des habitants des zones rurales aux ressources alimentaires, protéger les savoirs ancestraux et conserver les semences traditionnelles, améliorer les rendements des zones à faible productivité et, d'une manière générale, accroître la participation des petits producteurs et améliorer la sécurité alimentaire. Ce type de financement correspond également à une volonté de veiller à la qualité des conditions de travail dans l'agriculture et de faire en sorte que la faiblesse des marges bénéficiaires n'entraîne pas l'exploitation de la main-d'œuvre;

e) L'urbanisation a provoqué une tendance à la baisse des investissements agricoles et ruraux et du volume des dépenses publiques effectuées dans ce secteur, qui parfois, atteint à peine 4 % de l'ensemble de ces dépenses; d'autre part, les investissements continuent d'être taxés à des taux relativement élevés. Les défaillances au niveau de l'assistance, de la formation technique et de l'éducation constituent un obstacle considérable au progrès vers des méthodes d'agriculture plus efficaces et plus productives;

f) L'accès des femmes et des jeunes à l'éducation et à la participation est essentiel à cet égard; le plus souvent, en effet, ceux-ci sont les principaux agents du changement et du développement durables au niveau local et sont aussi les premiers touchés par la planification et les politiques agricoles;

g) L'utilisation de plus en plus fréquente de semences génétiquement modifiées risque d'avoir des conséquences graves et néfastes sur la biodiversité et sur la capacité du sol de fournir des productions vivrières à l'avenir;

h) C'est en maîtrisant les terres qu'ils cultivent que les agriculteurs se sentiront encouragés à participer à une agriculture écologiquement plus viable qui, sur le long terme, engendra les bénéfices qui les aideront à échapper à la pauvreté.

#### Encadré 1

##### **Étude de cas : l'amélioration de la scolarisation des filles : le rôle des animatrices au Mali et au Niger**

Dans les communautés pastorales du nord-est du Mali et de l'ouest du Niger, Oxfam GB collabore avec les animatrices scolaires et locales afin d'améliorer les taux de fréquentation des établissements scolaires officiels par les filles de familles d'éleveurs. Leur scolarisation est freinée par un ensemble de facteurs : le mariage précoce, les charges de travail excessives qui reposent sur leurs épaules, l'idée communément répandue que les femmes sont inférieures aux hommes et moins douées intellectuellement et, enfin, la pauvreté généralisée. Les animatrices s'attaquent à ces problèmes en collaborant avec les parents et les enseignants (pour la plupart des hommes) et en cherchant à faire évoluer les attitudes négatives concernant la scolarisation des filles et à renforcer leur droit à l'éducation. En travaillant dans les écoles et avec les enseignants, elles sont arrivées à rendre l'environnement scolaire plus accueillant pour les filles, et le chemin de l'école plus sûr.

Grâce aux liens étroits qu'elles nouent avec les parents et les familles nomades, les animatrices ont aidé les parents à mieux comprendre les avantages de la scolarisation pour leurs filles. Étant elles-mêmes issues du milieu local, salariées et relativement bien payées, les animatrices fournissent un exemple positif pour les filles. D'autre part, elles ont aussi encouragé les femmes à participer aux activités des associations de parents et aux groupements féminins, qui sont autant d'occasions de se retrouver, d'échanger des idées et d'avoir accès à l'enseignement pour des femmes habituellement très éloignées les unes des autres.

#### Encadré 2

##### **Étude de cas : l'encouragement des jeunes à se lancer dans une activité agricole aux États-Unis**

Les instituts de la jeunesse agricole du Nebraska et de l'Iowa ont été créés respectivement il y a 36 et 27 ans. Leur objectif est d'apprendre aux étudiants l'importance de l'agriculture dans leur État et au niveau national. Tous deux proposent des séminaires de quatre jours au cours desquels les étudiants ont l'occasion de s'informer sur les possibilités de carrière dans l'agriculture et d'en savoir plus sur les grandes questions agricoles. Le programme de ces séminaires porte sur les questions suivantes :

- a) Perspectives de carrière : renseignements sur les nombreuses possibilités de carrière dans l'agriculture;
- b) Responsabilité : formation à la gestion agricole et activités de groupe;
- c) Éducation : séminaires expressément consacrés à la sécurité et aux relations familiales en milieu agricole;
- d) Socialisation et constitution de réseaux : visite des bureaux de l'administration de l'agriculture, bals, banquets et remises de prix.

### Encadré 3

#### **Étude de cas : le système d'apprentissage en tutorat en Colombie**

Dans le cadre du système d'apprentissage en tutorat, une méthode a été établie offrant la possibilité à toute personne, jeune ou adulte, des régions rurales les plus reculées du pays de suivre un cursus dans l'enseignement secondaire. À l'originalité de l'idée de faire partager les avantages de l'étude s'ajoute celle de l'organisation du contenu des matières pertinentes, le plus souvent fournies par la Fondation pour l'application et l'enseignement des sciences, dans les divers domaines du développement rural.

Le système d'apprentissage en tutorat correspond à une approche nouvelle; dans ce programme adapté à la vie rurale, des organisations non gouvernementales offrent de nouvelles occasions de faire des études à 15 000 personnes des zones rurales de la Colombie.

Ce qui a fait le succès de la méthode est non pas son programme, expressément formulé pour des étudiants de zones rurales, même si cet élément est pour beaucoup dans son efficacité, mais avant tout sa présentation. À l'aide d'une série de livres d'exercices extrêmement dynamiques, des tuteurs formés expressément à cette tâche présentent le programme. Ces tuteurs se rendent régulièrement dans les zones rurales, où les étudiants peuvent venir les consulter dans le cadre d'horaires souples.

Ce programme représente une approche totalement novatrice de l'enseignement en milieu rural, qui tient compte des problèmes inhérents à la vie dans ces régions de la Colombie.

Plutôt que de séparer les matières selon les catégories traditionnelles, telles que la biologie, les mathématiques et les sciences sociales, le programme du système d'apprentissage en tutorat correspond à une approche intégrée qui combine ces trois matières, par exemple, en analysant la manière dont les populations d'insectes se reproduisent (biologie) de manière exponentielle (mathématiques) lorsqu'elles sont placées dans les conditions appropriées (études sociales et écologie). On obtient ainsi un programme cohérent, adapté aux étudiants des zones rurales, qui aborde les matières classiques d'une manière différente mais tout aussi rigoureuse.

Le programme comporte également de l'éducation morale, axée autour du principe du service à la communauté, qui est extrêmement important. On y insiste sur des valeurs morales fondamentales, telles que l'honnêteté, la fiabilité et la confiance en l'autre, ainsi que sur des principes écologiques fondamentaux. D'une manière générale, ce cursus encourage à l'action.

#### IV. Sécheresse et désertification

20. L'érosion et la détérioration des sols a affecté environ 3,6 des 5,2 milliards d'hectares de terres arides cultivables. Dans plus de 100 pays, 1 milliard de personnes sur les 6 milliards que compte la population mondiale sont touchées par la sécheresse et la désertification, qui les poussent à abandonner l'agriculture pour aller chercher un emploi dans les villes.

21. À l'échelle de la planète, la désertification gagne plus de 50 000 kilomètres carrés de terres tous les ans et touche 54 % du territoire de l'Amérique du Nord et près d'un million d'hectares de terres (73 % des terres arides) en Afrique.

22. Les changements climatiques peuvent certes déclencher la sécheresse et la désertification, mais c'est souvent l'activité humaine qui en est la cause directe. Les sols sont épuisés par des cultures trop intensives. Lorsqu'on déboise, on enlève des arbres qui fixaient le sol. Le surpâturage provoque la disparition des végétaux. D'après une étude de l'Organisation des Nations Unies, environ 30 % du sol à l'échelle planétaire, dont 70 % des zones arides, est touché par la sécheresse. On estime que chaque jour 33 000 personnes meurent de faim.

23. Face à ce tableau et compte tenu de certains facteurs tels que la hausse de la température, l'accroissement de la population et les schémas migratoires, il est indispensable de repenser les politiques actuelles pour renforcer la compréhension générale et proposer des actions destinées à contrecarrer les effets de ces fléaux que l'on qualifie souvent de «grands défis de notre époque». Comme il est indiqué dans la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, il faut absolument qu'un dialogue s'instaure à différents niveaux – et probablement, avec divers partenaires – afin de lutter contre la sécheresse et la désertification, mettre en place des politiques transnationales et renforcer la coopération. Comme il est également indiqué dans la Convention, actuellement, il y a un très grand nombre de cadres de développement et de gestion de l'environnement, qui n'ont guère de liens entre eux; cet état des choses risque d'hypothéquer les résultats de l'action sur le long terme et de la qualité de vie à court terme.

24. Dans l'aménagement du territoire, il faut se soucier des collectivités appauvries, qui sont les principales victimes de cette situation, et cela est rarement fait dans les pays en développement, où les terres appartiennent majoritairement à l'État. La majeure partie de la population mondiale vit en zone rurale (approximativement 70 %) et c'est précisément cette population qui est la plus touchée par la sécheresse et la désertification.

25. Dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, il faut tenir compte des éléments suivants :

## a) Participation des collectivités locales

Dans les politiques visant à lutter efficacement contre la sécheresse et la désertification au niveau local, il faudrait non seulement tenir compte de la productivité et des ressources naturelles mais aussi des besoins des générations actuelles et futures, pour induire un réel changement. Comme nombre de collectivités font face à ces problèmes au quotidien, en vivant du pastoralisme, cet impératif s'applique également à la gestion locale des terres et des ressources. De même, les collectivités devraient aussi être responsables de leur avenir et de celui des terres dont elles tirent leur subsistance, et les États devraient tenir compte des facteurs économiques et sociaux lorsqu'ils établissent des politiques (par exemple, le pastoralisme est un trait important de l'économie subsaharienne et l'intégration des communautés pastorales dans les stratégies visant à réduire les effets de la sécheresse est une manière efficace de gérer les zones arides);

## b) Migration environnementale et mesure de la désertification

Étant donné qu'environ 30 % de la surface émergée du globe est touchée par la sécheresse et la désertification et que cette tendance ne va pas s'inverser, en raison de la hausse des températures, de la baisse des précipitations et de l'exploitation générale des zones arides, un nombre croissant de personnes devront émigrer vers des terres plus fertiles ou des régions où l'eau abonde. D'après les nombreuses recherches menées sur le sujet, l'eau – ou plutôt le manque d'eau – sera un important moteur d'émigration au cours des prochaines années; certaines zones seront surpeuplées et courront le risque de se retrouver dans la même situation que les zones d'où les nouveaux arrivants auront émigré;

## c) Les actions locales et la coopération transnationale et régionale

C'est d'abord au niveau local qu'il faut lutter contre la désertification et la sécheresse en mobilisant, comme on l'a mentionné plus haut, les principaux intéressés, c'est-à-dire les collectivités qui doivent y faire face, pour que cette action soit efficace. Néanmoins, comme la désertification touche de nombreux pays situés sous des latitudes et sur des continents différents, **de nombreux gouvernements ont décidé d'élaborer des plans d'action communs avec d'autres pays du même continent** : par exemple, en Amérique latine, où la désertification touche 75 % de l'ensemble des zones arides, les autorités ont élaboré des plans communs centrés sur les cadres législatifs et institutionnels, qui s'attaquent simultanément à la détérioration de l'environnement, à la pauvreté et à l'inégalité sociale, à de multiples niveaux. Il convient également de souligner les liens existant entre pays de différentes régions ou continents (coopération Sud-Sud) en matière de développement et de gestion des ressources naturelles (par exemple, la coopération entre l'Amérique latine et l'Afrique ou entre la Chine et l'Afrique);

## d) Diminution de la biodiversité

La sécheresse est en général considérée comme un phénomène précurseur de la désertification et les moyens de la contrecarrer ne sont pas nombreux (le reboisement, la captation des eaux pluviales et, dans certains cas, la désalinisation), la réaction précoce étant la meilleure manière d'en atténuer les effets dévastateurs. Les changements climatiques, la sécheresse et la désertification sont inextricablement liés à l'appauvrissement de la diversité biologique car la hausse des températures a des incidences considérables sur les sols et les cultures. La conservation des sols, leur gestion adéquate et les programmes relatifs aux

ressources naturelles revêtent donc une importance cruciale pour la sécurité alimentaire et le bien-être de tous (sans mentionner la continuité des traditions locales);

e) Autres grandes questions de développement

Les autres questions qu'il faudrait prendre en considération sont la surexploitation des zones arides et des ressources naturelles par les États et le secteur privé, la sécurité alimentaire, l'impact économique et sociétal de la sécheresse et de la désertification et le recours aux organismes génétiquement modifiés comme panacée pour contrer les effets de la sécheresse sur les populations locales et lutter contre la famine.

## V. Développement rural

26. Le développement des zones rurales s'impose d'autant plus qu'il est à même de résoudre les principales préoccupations des pauvres du monde entier, de pair avec le renforcement de la coopération au développement Nord-Sud. Un des premiers objectifs poursuivis au moyen du développement rural est la réduction ou l'élimination de la pauvreté. Mais, comme il a été dit dans Action 21 et dans la Déclaration de Rio, la pauvreté rurale est un problème aux dimensions multiples : faiblesse des revenus, inégalité d'accès aux moyens de production, insuffisance de l'éducation pour la santé et mauvais état nutritionnel, détérioration des ressources naturelles, vulnérabilité au risque et absence de pouvoir politique pour résoudre les problèmes.

27. De récents indicateurs utilisés concernant les objectifs du Millénaire pour le développement ont révélé qu'au niveau mondial, les taux de pauvreté baissent, surtout en Asie. Néanmoins, des millions de personnes supplémentaires se sont encore plus enfoncées dans la pauvreté en Afrique subsaharienne, où les pauvres deviennent plus pauvres. Des progrès ont été faits en ce qui concerne la lutte contre la faim et la malnutrition, mais la faible croissance de la production agricole et l'accroissement de la population ont entraîné un recul dans certaines régions. Depuis 1990, des millions de personnes supplémentaires souffrent chroniquement de la faim en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où la moitié des enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés.

28. Il y a en outre un fossé entre les engagements publics en faveur du développement durable et les réalités de la pratique sur le terrain. On constate en effet une diminution de plus en plus marquée des ressources naturelles, qui ne s'accompagne pas de mesures d'atténuation de cette tendance ni d'efforts d'adaptation en faveur d'interventions. Cette situation touche surtout les pauvres, dont la subsistance quotidienne dépend souvent directement des ressources naturelles de leur milieu.

29. Les politiques actuelles en matière d'éducation doivent parfois être revues, lorsque les modèles pédagogiques utilisés, hérités de l'époque coloniale, ne sont pas adaptés au contexte local des collectivités rurales. Il en résulte un exode rural, en particulier chez les jeunes, qui se produit à un rythme insoutenable, provoquant non seulement la saturation des villes et l'apparition de bidonvilles, mais aussi une perte par les collectivités rurales d'un capital intellectuel et humain et des connaissances

locales ou autochtones nécessaires pour assurer le développement rural sur le long terme.

30. D'autre part, les modèles commerciaux ont un énorme potentiel de développement équitable : ils pourraient susciter un développement sain et viable pour les zones rurales, encourager davantage les communautés rurales à participer au développement de leur environnement local et protéger les moyens de subsistance des agriculteurs et des commerçants ruraux ainsi que leur capacité de contrôler leurs terres et de maîtriser leur destin.

31. Ces stratégies contribuent à résoudre les problèmes d'émigration vers les villes et s'ajoutent à d'autres stratégies importantes telles que l'investissement dans les infrastructures et services des collectivités rurales, également essentiels pour un développement rural durable.

32. De plus, l'accès à l'eau potable s'est amélioré, mais près de la moitié du monde en développement n'a toujours pas de sanitaires ni d'autres formes d'assainissement. Environ 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement de base, ce qui continue d'avoir des conséquences au niveau de la santé publique, du bien-être humain et, d'une manière générale, du développement des zones rurales. Il faut que les plans de développement national intègrent des stratégies permettant de résoudre les problèmes d'assainissement. Il serait notamment possible d'utiliser des modèles de microcrédit, non seulement pour créer un capital financier et s'attaquer au chômage des jeunes, mais aussi pour donner aux communautés rurales les moyens d'échapper à la pauvreté.

33. La nécessité de l'adaptation devient plus impérieuse à mesure que les changements climatiques compromettent davantage le développement rural et la réalisation dans les meilleurs délais des objectifs du Millénaire pour le développement. Il est largement admis que la population des pays en développement est souvent la première à subir les effets préjudiciables de la hausse des températures, de la montée du niveau des mers et de l'irrégularité des pluies. Les groupes les plus vulnérables, dans ces pays, au nombre desquels les pauvres des zones rurales, les femmes et les jeunes, sont moins à même de s'adapter. Le développement ne sera viable que s'il rend les collectivités plus résistantes aux changements climatiques.

34. En ce qui concerne la question du développement rural, le Bangladesh illustre bien cette problématique : la principale difficulté que ce pays rencontre est la pauvreté. Pour la réduire, il doit prioritairement s'attacher à développer ses zones rurales et doit pour ce faire accélérer le taux de croissance de son agriculture ainsi que des secteurs non agricoles, améliorer la qualité de ses services sociaux, veiller au bon fonctionnement des institutions et renforcer les infrastructures dans les zones rurales.

35. Malgré son potentiel considérable, le Bangladesh ne parvient pas à atteindre une croissance agricole élevée et durable. Pour gérer efficacement ses ressources et garantir une exploitation viable du potentiel agronomique, le pays devrait axer sa stratégie de développement agricole sur l'amélioration de la compétitivité de son agriculture, en combinant des politiques cohérentes, des mesures d'encouragement et des programmes en faveur de pratiques de production efficaces, en allégeant les contraintes qui pèsent sur l'offre et en suscitant des conditions commerciales et macroéconomiques favorables. D'autre part, toute stratégie de développement

agricole devrait être étroitement liée à des mesures nationales d'adaptation aux changements climatiques; par exemple, dans les investissements visant à améliorer la productivité, il faudrait tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques.

## **VI. Conclusion**

**36. Le chemin qui s'ouvre devant nous, les jeunes, est pavé d'incertitudes. Pour la planète, qui se réchauffe rapidement, et pour les enfants de nos enfants, nous avons beaucoup à craindre mais nous formons aussi beaucoup d'espoirs. Progresser rapidement vers des économies viables au niveau social et environnemental, grâce à une transition juste : tel est le défi que doit relever notre génération, et le temps presse.**

**37. Il faut que nous participions activement à la prise de décisions, parce que les décisions prises aujourd'hui concernent notre avenir. Nous voulons continuer de nous engager dans les domaines de l'agriculture, de la gestion foncière, du développement rural, de la sécheresse et de la désertification, avant, pendant et après la seizième session de la Commission du développement durable. Nous souhaitons que les dirigeants politiques du monde entier tiennent les promesses qu'ils ont faites de bâtir un monde plus juste et que leur action au sein de la Commission nous donne l'espoir d'un avenir meilleur.**

---